

Communiqué

BURUNDI : VIOLENCES AVEUGLES CONTRE LA POPULATION CIVILE

La F.I.D.H. et la Ligue Iteka appellent au respect des accords signés et à la poursuite des négociations de cessez-le-feu

Paris, le 25 avril 2003 – Après la signature d'un accord de cessez-le-feu le 2 décembre 2002 à Dar-es-salaam entre le gouvernement de transition et l'un des principaux mouvements rebelles le CNDD-FDD (Forces pour la Défense de la Démocratie), la FIDH et son organisation membre la Ligue Burundaise des Droits de l'Homme Iteka, s'étaient félicités de cette étape importante dans le règlement du conflit burundais. Malheureusement, aussitôt signé, cet accord de cessez-le-feu a été violé, les combats sur terrain ayant repris de plus belle.

Au cours de ce mois d'avril 2003, les combats font rage dans plusieurs provinces du pays notamment Bujumbura Rural, Muramvya, Gitega, Ruyigi, Kayanza et dans la Mairie de Bujumbura, causant la mort et le déplacement des populations civiles. Depuis le 17 avril 2003, les rebelles ont largué aveuglement des bombes sur la capitale Bujumbura et les centres urbains de Gitega et Ruyigi. Les dégâts humains et matériels de ces récents bombardements sont lourds : plus de 6 civils tués, 43 blessés et 16 maisons détruites pour la seule ville de Bujumbura entre les 17 et 19 avril 2003. Ces attaques ont éclaté moins de deux semaines avant la passation de pouvoir entre le président de la première et celui de la deuxième transition prévue pour le 30 avril 2003.

Deux chargés de mission de la FIDH présents à Bujumbura entre les 15 et 20 avril 2003 à l'occasion d'une mission internationale ont constaté que c'est à nouveau un climat de peur et d'insécurité qui prévaut dans la capitale burundaise. Dans la province de Bujumbura Rural, les bombardements des positions rebelles par l'armée régulière ont provoqué la panique et le déplacement des dizaines de milliers de civils. Des civils ont aussi été tués dans la nuit du 22 au 23 avril 2003 lors des affrontements entre les rebelles et l'armée régulière, la population de Kabezi accusant cette dernière.

Face à cette escalade de violences qui touchent des civils innocents, la FIDH et son affiliée burundaise, la Ligue Iteka :

-Condamnent avec force la violation du cessez-le-feu qui hypothèque le processus de règlement du conflit burundais ;

-Dénoncent à l'instar de la Commission des droits de l'homme dans une résolution adoptée lors de sa 59ème session « les violences aveugles dirigées contre la population civile ». Toute la lumière doit être faite sur ces violations flagrantes du droit international humanitaire et les sanctions appropriées contre les auteurs de telles exactions doivent être prises, conformément aux dispositions internationales relatives aux droits de l'Homme. A cet égard, la FIDH et la ligue Iteka se félicitent de l'adoption à l'unanimité par l'Assemblée nationale de transition, le 22 avril 2003, de la loi portant ratification du Statut de la Cour Pénale Internationale.

- Appellent les forces rebelles et l'armée régulière au respect du droit international des droits de l'Homme et au droit international humanitaire ;

- Demandent à la classe politique burundaise de dénoncer tout acte de violence quels que soient les victimes et les auteurs ;

- Appellent le gouvernement de transition à poursuivre le dialogue avec les forces rebelles afin que les acquis du processus de paix ne soient anéantis ;

- Appellent toutes les parties burundaises en conflit à s'inscrire dans la logique de la recherche de la paix. Le règlement de la crise burundaise passera par la voie politique et seule une solution négociée dans le cadre de l'Accord d'Arusha du 28 août 2000 permettra au pays de renouer avec la stabilité, conformément aux vœux du peuple burundais

;

- Demandent aux pays de l'initiative régionale sur le Burundi et au Conseil de sécurité des Nations Unies de suivre de près l'évolution de la situation au Burundi et d'adopter des stratégies conséquentes.